

Déclaration du millénaire des Nations unies et Asie du Sud

Faite par
Jayantha Dhanapala
Sous-Secrétaire général aux affaires de Désarmement
Nations Unies

Symposium
Mondialisation et changement en Asie du Sud
Le Centre des Humanités et des Arts
L'Université de Géorgie Athens, Géorgie
7 février 2001

INTRODUCTION – LA ROUTE VERS LE SOMMET DU MILLENAIRE LE SOMMET ET LA DECLARATION – SON IMPORTANCE POUR L'ASIE DU SUD – CONCLUSION

INTRODUCTION

Contrairement au terme assez dur que forge la nouvelle entrée dans le dictionnaire des affaires internationales sous « mondialisation », une notion plus profonde d'unité du genre humain se retrouve plus éloquemment décrite par la littérature védique en Asie du Sud. Les Upanishad de Chandogya par exemple saisissent cette unité dans les mots suivants :

Comme les rivières coulent d'est en ouest
Se jettent dans la mer et ne font plus qu'un avec elle
Oubliant qu'elles ont jamais été séparées,
Ainsi toutes les créatures perdent leurs divisions
Quand elles se fondent enfin dans l'Etre pur.

Même si les gens naviguent en eaux distinctes, tout le monde partage une destinée commune enracinée dans notre mortalité et notre responsabilité collective en tant qu'êtres humains. Il en va de même entre êtres humains et entre nations. Aujourd'hui la fréquence et l'intensité des interactions entre des nations entières a atteint un niveau sans précédent dans l'histoire du monde.

Tant que la vague de mondialisation continue à monter, cela ne devrait surprendre personne que gouvernants et citoyens dirigent leur attention non seulement vers un concept d'unité globale mais vers les implications de cette unité en matière d'action humaine. Cette tendance coïncide avec les festivités accueillant le nouveau millénaire, afin de laisser des traces vraiment historiques, telles que l'accord sur la Déclaration des Nations Unies.

Mon intention en discutant de cette déclaration n'est pas de faire une exégèse clause par

clause de ce document décisif. Mon objectif est plutôt de mettre en exergue certains de ces points, directement liés à la situation de l'Asie du Sud – une région de 1,3 milliard de résidents, représentant près du quart de l'humanité – berceau d'anciennes religions, philosophies et civilisations ayant tant contribué à l'édification de l'histoire en général. Tout comme les Nations Unies s'attèlent aujourd'hui à trouver des réponses aux besoins de la région – voir l'assistance fournie récemment par les dirigeants de la région après le tremblement de terre du Gujarat -, les peuples et dirigeants de cette région ont épaulé les Nations Unies. Nombre d'initiatives à l'origine de l'histoire de cette organisation sont liées à des initiatives parties de l'Asie du Sud, en particulier dans le domaine du développement et du désarmement.

La route vers le Sommet du Millénaire

La meilleure façon de saisir le sens de la Déclaration du Millénaire est de comprendre le processus menant au point culminant que fut l'adoption de ce texte. La Déclaration du Millénaire est incluse à une résolution adoptée à l'issue de la réunion du plus grand nombre de dirigeants mondiaux, connue sous le nom de Sommet du Millénaire, qui s'est tenu aux Nations Unies du 6 au 8 septembre de l'an 2000. Au cours de ce sommet, 99 chefs d'états, 3 monarques et 47 chefs de gouvernement ont présenté leurs vues sur le rôle des Nations Unies au 21^e siècle et sur les principaux défis à relever par les peuples du monde. Des représentants de 187 états membres des Nations Unies ont donc participé à ce sommet.

L'idée de convoquer une telle assemblée revient au Secrétaire Général Kofi Annan dans un rapport de juillet 1997, *le renouvellement des Nations Unies : un programme de réforme*. Dans ce document, il proposait de convoquer une Assemblée du millénaire avec un panel de dirigeants de ce monde réunis au cours d'un sommet où ils présenteraient leur vue sur les perspectives et défis du nouveau millénaire et s'accorderaient sur un processus de révision fondamentale du rôle des Nations Unies.

En décembre 1998, l'Assemblée Générale adopta une résolution désignant formellement la 55^e session de l'Assemblée Générale comme « l'Assemblée du Millénaire des Nations Unies » et présentant le « Sommet du millénaire » comme faisant partie intégrante de cette Assemblée. Ceci devait clairement constituer un événement historique.

Au cours des mois précédant le sommet, les Commissions Régionales des Nations unies ont organisé cinq Audiences régionales avec des représentants de la société civile afin de générer de nouvelles idées pour soutenir les Nations Unies dans leur tentative de relever les défis clefs de ce millénaire. Ces Audiences régionales – qui ont eu lieu à Beirut, Addis Abeba, Genève, Santiago et Tokyo – ont permis d'identifier de nombreux défis sérieux (à la fois nouveaux et anciens) dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement et des affaires humanitaires, des droits de l'homme et de l'environnement.

L'Audience régionale pour l'Asie et le Pacifique eut lieu à Tokyo les 9 et 10 septembre 1999. Le rapport de cette audience souligne l'importance d'une « approche holistique intégrée » du développement, et note que paix, sécurité, développement, droits de l'homme et bonne gouvernance sont intimement liés. Le rapport remarque que la mondialisation a « révélé les limites des gouvernements nationaux » et insiste sur le besoin d'une revitalisation des Nations

Unies afin d'assister les gouvernements à faire face aux problèmes sociaux, économiques, politiques, et environnementaux liés à la mondialisation.

Un événement pivot dans la marche vers le sommet fut la publication fin mars 2000 du Rapport du Millénaire, intitulé à juste titre – « Nous les Peuples ». Dans ce rapport, préparé par l'Unité de Planification Stratégique – avec une aide considérable des différentes antennes du système des Nations Unies y compris la Division des affaires de Désarmement – le Secrétaire Général Annan identifie 6 valeurs clefs partagées par toutes les nations et qui donc d'une importance cruciale au cours des années à venir. Il s'agit de : la liberté, l'équité et la solidarité ; la tolérance et la non violence ; le respect de la nature et la responsabilité partagée. Ce rapport insiste lourdement sur la nécessité de réduire la pauvreté. Il appelle notamment à la réduction d'ici l'an 2015 par moitié, de la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à 1\$ par jour. Elle appelle également à une amélioration spécifique dans les domaines suivants – l'accès à une eau potable sûre, à l'éducation, un effort mondial pour inverser la tendance du virus HIV du SIDA à se répandre, les conditions de vie des habitants des bidonvilles, l'accès général aux technologies de l'information, un accès aux marchés pour les produits fabriqués dans les pays pauvres, l'allègement de la dette, l'assistance au développement, la protection environnementale, et même des améliorations en matière d'administration des programmes des Nations Unies.

Concernant les mesures visant à renforcer la paix et la sécurité internationale, y compris le désarmement, le Secrétaire Général, proposait de convoquer une conférence internationale majeure pour identifier les façons d'éradiquer les dangers nucléaires ». Il suggèrait aussi davantage de transparence dans les comptes rendus des transferts d'armes, un soutien aux mesures pour le désarmement régional, l'établissement de programmes locaux pour l'échange d'armes contre des biens nécessaires au développement, des efforts renouvelés pour limiter le trafic illicite des petites armes et le renforcement de la capacité du Conseil de Sécurité à conduire des opérations de paix.

Le thème central du Millénaire est très inspirant. Il énonce simplement et directement que « nous devons mettre les peuples au centre de tout ce que nous faisons » et que les Nations Unies « existent pour et doivent servir les besoins et les espoirs des peuples du monde entier ». En résumé, les NU doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour s'assurer que les forces de la mondialisation ne fassent pas que promouvoir l'enrichissement de quelques uns, mais servent l'intérêt du plus grand nombre – d'où le terme dans le rapport de « mondialisation inclusive ».

Afin d'élargir les discussions au-delà du domaine des représentants diplomatiques des gouvernements, les Nations Unies ont accueilli un Forum du Millénaire vers la fin de mai 2000. 1350 représentants de plus de 1000 organisations non gouvernementales (ONGs) et d'autres organisations de la société civile issues de plus de 100 pays y participèrent. Le Forum adopta une Déclaration du Forum du Millénaire et un calendrier d'action – inventaire précis des initiatives importantes encore à prendre pour atteindre les buts et objectifs fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

D'autres événements dignes de ce nom furent tenus aux NU pour commémorer le Millénaire.

Peu avant le sommet, l'Union Inter Parlementaire (l'UIP) organisa la première conférence des Présidents des Assemblées Nationales – réunissant 148 Présidents des Parlements Nationaux en exercice. Cette conférence a donné une nouvelle dimension à la mondialisation en approuvant une Déclaration finale qui enjoignaient « tous les parlements et leur organisation mondiale, l'UIP, à fournir une dimension parlementaire à la coopération internationale ». Presque simultanément, environ un millier de dirigeants religieux et spirituels se rassemblaient aux NU pour participer au Sommet Mondial de la Paix des Dirigeants religieux et spirituels » - encore une autre première.

Le Sommet et la Déclaration

Le Sommet du Millénaire - qui fait partie intégrante de l'Assemblée du Millénaire – fut un événement charnière de l'histoire des Nations Unies. La Déclaration qui en est sortie est sans aucun doute la plus importante réaffirmation multilatérale et élaboration de normes sur base de la Charte des NU sur ses 55 ans d'existence.

Cette Déclaration aborde 8 sujets, qui se scindent comme suit:

- Valeurs communes
- Paix, sécurité et désarmement
- Développement et pauvreté
- Environnement
- Droits de l'homme, démocratie et bonne gouvernance
- Protection des faibles (surtout les populations civiles, les enfants et les réfugiés)
- Besoins spécifiques à l'Afrique ; et
- Renforcement des Nations Unies

Tout en réaffirmant certains principes bien établis de la Charte – tels que celui de la souveraineté et de l'égalité des états, le respect de l'intégrité territoriale et la non ingérence dans les affaires internationales – la Déclaration stipule aussi que « le principal défi auquel nous devons faire face aujourd'hui est de s'assurer que la mondialisation devienne une force positive pour tous les peuples du monde ».

Notant que la plaie de la guerre a coûté quelques 5 millions de vies en une décennie, les signataires de la déclaration ont promis qu'ils « n'épargneraient aucun effort pour libérer nos peuples » de cette plaie et qu'ils se battraient aussi pour l'élimination des armes de destruction massive, particulièrement des armes nucléaires. A cet égard, la déclaration affirme que les signataires se « réservent tout moyen pour atteindre cet objectif, y compris la possibilité de réunir une conférence internationale qui étudierait les façons d'éliminer le danger nucléaire ».

La Déclaration ne contenait pas seulement des incantations rituelles portant sur le besoin d'augmenter l'aide au développement, elle a identifié des buts précis à atteindre – y compris l'objectif capital du Rapport du Millénaire concernant la diminution de moitié du niveau de pauvreté d'ici 2015. Par rapport à l'environnement, la Déclaration accorde une nouvelle importance aux efforts mis en œuvre pour garantir l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto sur

le réchauffement planétaire et réaffirme le principe de développement durable. En ce qui concerne les droits de l'homme, les signataires promettent de « n'économiser aucun effort » pour promouvoir la démocratie et l'état de droit ainsi que les libertés fondamentales y compris le droit au développement. Ils s'engagent à protéger les plus vulnérables des catastrophes naturelles, génocide, conflits armés et autres urgences humanitaires. Ils identifient aussi de nouvelles initiatives visant à affronter les besoins en développement du continent africain et à renforcer l'organisation des NU.

Pendant que les délibérations sur cette Déclaration se poursuivaient, le Secrétaire Général avait mobilisé une salle spéciale pour recevoir les représentants accrédités qui voudraient signer les traités existants. Cette signature événementielle du Sommet du Millénaire réunit 187 signatures et 86 ratifications voire adhésions à des accords multilatéraux - contribution pour le moins impressionnante à l'édification de l'état de droit. En Asie du Sud, le Bangladesh en particulier se distingua en adhérant ou ratifiant 6 instruments légaux multilatéraux. Le Pakistan, le Sri Lanka, l'Inde et le Népal ainsi que les Maldives ont également apposé leur nom sur divers accords multilatéraux au cours de cet événement.

Dans leur déclaration officielle au Sommet, les dirigeants du Pakistan et de l'Inde – malgré de nombreuses divergences sur les questions nucléaires – s'accordaient pour dire que la mondialisation n'avait guère tenu la plupart de ses promesses en matière de développement. Parlant en tant que chef de l'exécutif pakistanais, le général Pervez Musharraf reconnut que la corruption était un problème particulièrement grave et pressa les Nations Unies « d'appeler à un transfert des richesses indûment acquises et à une meilleure coopération en matière de traçabilité et de rapatriement de ces richesses ». Le premier ministre de l'Inde Monsieur Vajpayee parla longuement de sa déception concernant le manque de progrès réalisés en matière de désarmement nucléaire, ce qui obligea l'Inde à se pourvoir en armes de cet acabit dès 1998. Il ajouta également que l'Inde avait « légitimement le droit de prétendre à un siège permanent au Conseil de Sécurité ». Pour sa part, le premier ministre du Bangladesh Sheikh Hasina, se joignit aux deux autres dirigeants pour attirer l'attention sur les lacunes en matière de développement, tout en notant « qu'une menace pesant sur la paix ou à la sécurité n'importe où dans le monde représente une menace à la paix et à la sécurité partout ».

Pour s'assurer que la Déclaration ne serait pas qu'un assemblage de mots bien inspirés, l'Assemblée générale approuva la résolution du 14 décembre 2000 sur le suivi des résultats de ce sommet. Elle place clairement la responsabilité d'action sur les gouvernements nationaux. La résolution en appelle à tous les membres des NU pour aligner leurs activités administratives sur les résultats de ce sommet. Reflétant la dimension multiple de l'effort qui a abouti au sommet, la résolution exhorte à un « partenariat et à une coopération renforcés avec les parlements nationaux ainsi que la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé », afin de garantir une contribution continue à la mise en œuvre de cette Déclaration. Finalement, elle exige du Secrétaire général qu'il prépare un « carnet de route » pour la mise en œuvre de la Déclaration au sein du système des NU et pour la préparation du rapport complet quinquennal – avec des actualisations annuelles – décrivant les progrès réalisés pour chaque engagement.

Importance pour l'Asie du Sud

Etant donné les conditions actuelles en Asie du Sud, la Déclaration du Millénaire est un document venant à point nommé pour les besoins des peuples de cette région – une région dont les dirigeants doivent à présent prouver la volonté et l'aptitude politique à traduire en actions concrètes ces intentions audacieuses. Dans la mesure où ces dirigeants sont responsables de répondre aux besoins des peuples, une mise en œuvre complète est aussi dans leur intérêt.

Les dirigeants ont contribué différemment à l'élaboration de cette Déclaration. D'un côté, l'Inde par exemple, n'a eu de cesse de soutenir la proposition du SG pour la tenue d'une conférence sur l'élimination des dangers nucléaires. Le Pakistan s'est aussi prononcé en faveur d'une telle conférence – comme quelque autres 30 pays. D'un autre côté par ailleurs, l'Inde comme le Pakistan se sont fermement opposés à toute référence dans cette Déclaration aux résultats de la conférence de situation en 2000 des parties au Traité de Non Prolifération des Armes Nucléaires, un traité qu'aucun de ces 2 états n'a signé. Cette objection est d'autant plus regrettable que durant cet événement, les états nucléaires s'engageaient « sans équivoque » à éliminer les armes nucléaires.

Les remarques de l'Inde et du Pakistan à ce Sommet contre les armes nucléaires étaient en harmonie avec le ton général de cette Déclaration contre les armes en question. Il faut toutefois les replacer dans le contexte de l'impasse où se trouvent les négociations bilatérale ou multilatérale sur le désarmement en Asie du Sud – y compris les explosions de test nucléaire de 1998 et l'annonce qui suivit par l'Inde et le Pakistan sur leur doctrine de dissuasion nucléaire. D'où les échecs successifs de signer le traité d'interdiction des tests nucléaires.

La Déclaration porte essentiellement sur des valeurs, qui s'appliquent directement aux conditions en Asie du Sud. Tout dans cette Déclaration ce qui porte sur des questions de paix et de sécurité est pertinent pour nos régions, peut-être même presque plus que pour d'autres régions. La paix est en effet indivisible et l'existence d'armes nucléaires dans une partie du monde augmente le risque de sa prolifération en d'autres endroits ; il semble donc évident que la prolifération des armes nucléaires est contraire à l'objectif de désarmement nucléaire mondial. Le même raisonnement s'applique au développement de missiles à longue portée, sujet malheureusement omis dans cette Déclaration. L'importance d'éliminer toute arme de destruction massive est particulièrement grande en Asie du Sud. Tout espoir de réaliser les autres objectifs – développement social, économique, droits de l'homme, environnement propre - dans cette région passe par l'élimination de cette menace nucléaire. Et comme le concluent les parties aux TNP « la seule garantie absolue » contre l'utilisation de ces armes est leur élimination.

En outre importe encore à l'Asie du Sud dans cette Déclaration, les engagements en matière d'état de droit, la résolution pacifique des conflits ; l'action concertée contre le terrorisme ; la lutte contre le trafic de drogue et le crime international. Pour attester de l'actualité des propos de la Déclaration sur le développement, il suffit de relire la Charte de l'Association Régionale de Coopération de l'Asie du Sud (SAARC), signée en 1985.

C'est précisément dans ces régions là que les besoins sont les plus urgents. Prenez par

exemple les faits suivants inclus au rapport sur le Développement Humain de l'an 2000, publié par le Programme de Développement des NU :

- Espérance de vie (63 ans) moins longue dans cette région que dans n'importe quel pays en voie de développement globalement (64.7). Mortalité infantile (72 pour 1000) plus élevée que dans les autres pays en développement (64/1000). Pourcentage des enfants de moins de 5 ans sous-alimentés (49% au lieu de 31 pour l'ensemble des P en développement). Budget santé (0.9% du PNB), inférieur de plus de moitié par rapport aux PD (2.2% de leur PNB).
- Alphabétisation des adultes (54.3%) considérablement plus faible que dans le monde en développement en général (72.3%). Budget éducation (3.2% au lieu de 3.8% du PNB). Scolarisation (52% au lieu de 60% de moyenne) plus faible aussi.
- PNB/habitant (2,112\$) bien plus bas que dans les pays en développement (3,270\$). Nombre de lignes téléphoniques (24/1000) moitié moindre que dans restes des PD (58/1000). Accès limité à une infrastructure sanitaire pour la population (65% au lieu de 85%)

Tous ceci est une liste de symptômes inquiétants en effet, et la Déclaration du Millénaire pointe dans la direction d'un remède. La ressource la plus importante de l'Asie du Sud n'est autre que ses ressources humaines. Le développement de cette ressource doit précéder tous les autres. La réussite de l'Inde en matière de haute technologie suggère les sommets que le reste de l'Asie du Sud pourrait atteindre dans les bonnes conditions et opportunités. Il est regrettable en effet que parmi tous ces besoins humains non assouvis, les dépenses militaires continuent à croître dans la région en détournant de précieuses ressources de leur utilité véritable.

Conclusion

La Déclaration ne suffira certes pas à elle seule à résoudre ces problèmes chroniques, ayant échappé aux solutions précédemment esquissées par différents courants idéologiques. Ils nécessitent un effort humain permanent. Elle n'est d'ailleurs pas contraignante et ne peut donc être imposée à l'opinion publique. Néanmoins dans tous ces domaines – désarmement, règlement pacifique des querelles, besoin de tolérance face à la diversité ethnique, réduction de la pauvreté, nettoyage de l'environnement – dirigeants et citoyens de toute l'Asie du Sud gagneraient à confronter la performance de leur politique existante aux standards renfermés par cette Déclaration.

Au bout du compte, les peuples parleront et les dirigeants écouteront – s'ils désirent rester au pouvoir – et devront agir. La puissance de l'Asie du Sud et la gloire de son passé se passent de commentaire ici – elles coulent de source. La gloire de son futur en revanche, demeure une question en suspens, non quant à son avènement mais quant au moment de celui-ci. La Déclaration du Millénaire offre aux peuples et gouvernements de l'Asie du Sud une carte routière précieuse pour naviguer vers cet avenir rutilant. Faire fi des balises établies par ce document historique serait tragique. Le choix doit être fait par tous dans cette région, et si des millénaires d'histoire leur servent de guide, leur choix final devrait être sage.